REPUBLIQUE FRANÇAISE — 3e CIRCONSCRIPTION DU DEPARTEMENT DE L'INDRE

ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

Maxime BONNET

candidat du Parti Communiste Français



Maxime BONNET

Instituteur à Valençay
Conseiller municipal.
Lieutenant Michel
dans la Résistance.
Croix de guerre 39-45.
Emprisonné en mai 1956 au Fort du Hâ à Bordeaux pendant sept mois pour sa lutte contre la guerre d'Algérie.
Candidat du P.C.F. en mars 1967 où, candidat unique de la gauche au 2e tour, il obtenait 46 % des suffrages.



SUPPLEANT EVENTUEL :
Gaston CHARRET

Cultivateur - Maire de Dunet.
Conseiller général
de Saint-Benoît-du-Sault
depuis 1961.
Ancien prisonnier de guerre.



Electrices, Electeurs,

Moins de 16 mois après les élections législatives de mars 1967, vous êtes de nouveau appelés à vous rendre aux urnes, c'est signe que le régime mis en place par de Gaulle en 1958 à la faveur du coup de force des généraux factieux d'Alger n'a aucune base populaire et qu'il a fait son temps.

DIX ANS ÇA SUFFIT ! C'est ce que clament des millions de travailleurs, manuels et intellectuels, les étudiants et les enseignants, les petits exploitants, les chômeurs dont le nombre atteint 500.000 dans notre pays.

10 ans pendant lesquels le pouvoir d'achat des travailleurs n'a cessé d'être comprimé alors que les cadences de production se sont accrues considérablement, les droits sociaux n'ont cessé d'être contestés ainsi que les libertés syndicales, le droit d'accès aux études supérieures, selon l'intelligence, refusé aux enfants du peuple, le droit à la santé pour tous mis en péril par les ordonnances antisociales d'août 1967, la protection de la vieillesse sacrifiée par suite d'un relèvement insuffisant des retraites, pensions et allocations.

La masse des petits et moyens paysans qu'on a vu aussi à maintes reprises quitter leurs champs et manifester pour obtenir une rémunération honnête de leur labeur, sait bien que les travailleurs des villes ne font pas grève par plaisir. Ils cessent le travail quand patrons et gouvernants refusent de les payer correctement, quand ils ne peuvent même plus acheter pour eux et leurs enfants, toutes les denrées dont ils ont besoin.

Pour les 10 millions de travailleurs et travailleuses qui durant plus de deux semaines ont, dans le calme et la dignité, défendu leurs revendications minimum, de Gaulle n'a eu que sarcasmes, injures et menaces et à la veille du scrutin du 23 juin il cherche à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver son régime de pouvoir personnel.

D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue troisième force qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Le choix que vous avez à faire n'est pas entre le gaullisme et le communisme, il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti Communiste Français est partie intégrante.

Il faut en finir : Il faut substituer au régime gaulliste un gouvernement populaire et d'union démocratique avec participation communiste.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

POUR UN PROGRAMME DE PROGRES SOCIAL

Seul le Parti Communiste Français oppose au gaullisme un programme véritable de relance économique, de progrès social, de satisfaction des revendications des classes laborieuses capable de mettre fin au chômage, à l'exode des campagnes, d'ouvrir des débouchés à la jeunesse, de satisfaire aux énormes besoins de l'Université, de promouvoir les réformes démocratiques nécessaires.

LE PROGRAMME ECONOMIQUE ET SOCIAL QUE NOUS VOUS PROPOSONS N'EST PAS DEMAGOGIQUE, LES RESSOURCES POUR LE FINANCER SONT PREVUES :

— par la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la refonte du Ve Plan gaulliste en vue d'en orienter les perspectives vers la satisfaction des besoins pacifiques du pays et du développement industriel des régions frappées par le sous-emploi ;

— par une utilisation plus efficace des ressources de l'Etat (suppression de la force de frappe, réduction des dépenses militaires), le transfert à l'école publique des crédits attribués à l'enseignement privé ;

— par une réforme de la fiscalité des sociétés, l'abrogation des privilèges fiscaux, la généralisation de la taxation des gains en capital, la lutte efficace contre la fraude fiscale.

Sur le plan international le Parti Communiste Français préconise une politique cohérente de paix, de coopération internationale, de sécurité collective, de désarmement et d'indépendance nationale.

Electrices, Electeurs,

Vous ne vous laisserez pas influencer par le chantage à la dévaluation, au chaos qui sont des armes maniées par le Pouvoir pour que vous lui accordiez un répit.

La paix sociale, l'essor économique ne peuvent être assurés que par un relèvement important des salaires, seul capable d'ouvrir comme en 1936 des débouchés pour le commerce, l'agriculture et l'artisanat.

La réforme démocratique de l'Enseignement, la reconnaissance de la Section Syndicale dans l'Entreprise sont aussi des nécessités qu'il faut satisfaire sans tarder, ainsi qu'assurer l'objectivité des informations radiotélévisées.

Pour défendre ce programme, pour faire connaître les besoins et les aspirations des populations berrichonnes et les faire aboutir, il vous faut choisir **un Député** lié aux travailleurs et à la population laborieuse n'ayant jamais cessé d'en défendre les revendications et les intérêts.

POUR CELA

VOTEZ COMMUNISTE

LE 23 JUIN POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE

L'année dernière, Maxime BONNET en tête du 1er tour avec 11.491 voix, en recueillait 18.581 au 2e, comme candidat unique de la gauche.

Le 23 juin, Maxime BONNET est seul candidat de tous ces électeurs républicains, et cela dès le 1er tour.

Les milliers de démocrates, socialistes, radicaux, etc..., renouvelleront leur vote de mars 1967.

LE 23 JUIN, ILS VOTERONT ET FERONT VOTER MAXIME BONNET.

Votez Maxime BONNET

SUPPLEANT **Gaston CHARRET**

ATTENTION : Aucune rature ou panachage sur le bulletin n'est autorisé.

VU LE CANDIDAT.

S.P.E.C. - Châteauroux

Sciences Po / fonds CEVIPOF